



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

effectifs de personnel

Question au Gouvernement n° 4419

Texte de la question

POLITIQUE DE SOUTIEN À LA FONCTION PUBLIQUE

M. le président. La parole est à Mme Colette Langlade, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

Mme Colette Langlade. Madame la ministre de la fonction publique, la fonction publique a trop longtemps été considérée comme un coût, une charge. Elle est pourtant une richesse pour la France. La révision générale des politiques publiques – RGPP – mise en œuvre par la droite a jeté l'opprobre sur les fonctionnaires, tenus pour les principaux responsables des déficits publics. Les gouvernements précédents ont supprimé plus de 150 000 postes de professeurs, de policiers, de militaires, suivant la logique aveugle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Ce fut brutal, ce fut injuste. Surtout, cela a affaibli notre pays.

Et pourtant, ils veulent continuer. La droite prévoit la suppression du statut du fonctionnaire, pour le remplacer par des contrats de cinq ans, précarisant tous les métiers. Elle veut revenir sur le rétablissement du jour de carence, allonger le temps de travail sans hausse de rémunération, supprimer 500 000 postes. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mais quels postes de fonctionnaires vont être supprimés ? Parmi nos policiers, nos pompiers, nos enseignants, nos aides-soignants ?

Un député du groupe Les Républicains. Ridicule !

Mme Colette Langlade. Dans un département rural comme la Dordogne, ce sont les fonctionnaires qui assurent la continuité du service public pour chaque habitant.

Madame la ministre, durant ce quinquennat, nous nous sommes attelés à revaloriser la fonction publique, conçue comme l'outil indispensable au développement des services publics, afin de répondre aux besoins de nos concitoyens.

Un député du groupe Les Républicains. Démagogie !

Mme Colette Langlade. C'est le devoir de l'État envers chaque Français. Nous avons recréé des postes dans l'éducation nationale, dans la police, dans l'armée, dans les douanes, non pas pour faire du chiffre,...

M. Laurent Furst. Pour faire des dettes !

Mme Colette Langlade. ...mais bien parce que la France en a besoin.

Madame la ministre, quel bilan peut être dressé de notre action ? Pourquoi est-il essentiel de la perpétuer ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la fonction publique.

Mme Annick Girardin, ministre de la fonction publique. Madame la députée, je me félicite de votre question parce que, à droite et à gauche, nous n'avons pas la même conception des choses. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. Mes chers collègues, s'il vous plaît !

Mme Annick Girardin, ministre. La droite, derrière son candidat à la présidentielle, n'a pas la même vision que la nôtre de la future société française.

En effet, tandis que nous rétablissons des postes dans l'éducation, dans la police, dans la justice,...

M. Daniel Fasquelle. Pour quels résultats ?

Mme Annick Girardin, ministre. ...la droite nous annonce 500 000 suppressions de postes. Quand nous mettons fin au gel du point d'indice, le candidat de la droite propose de passer à 39 heures payées 35 ou 37 heures. Quand nous revalorisons les carrières dans le cadre du protocole PPCR – parcours professionnels, carrières et rémunérations –,...

M. Yves Censi. À la veille des élections !

Mme Annick Girardin, ministre. ...on nous annonce la fin éventuelle du statut. Alors que les Français sont en demande de solidarité...

M. Patrice Verchère. Les ministres qui commentent, on en a assez ! Au boulot, les ministres !

Mme Annick Girardin, ministre. ...de sécurité et de service public sur nos territoires, les plus isolés comme en outre-mer, et tous les autres – allez donc sur le terrain ! –, la droite avance des propositions à contre-courant, dangereuses pour la France, dangereuses pour les Français.

Un député du groupe Les Républicains. Pathétique !

Mme Annick Girardin, ministre. La logique strictement comptable de la droite n'est pas la nôtre, et j'en suis fière. Notre modèle social n'est pas qu'un coût, vous l'avez dit, madame Langlade. La suppression de 500 000 fonctionnaires aura un impact sur les plus fragiles des Français. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Quels postes seront supprimés ? Dans la fonction publique territoriale ? Dans la fonction publique hospitalière ? Non, ce n'est pas notre vision des choses. Je n'ai pas la fonction publique honteuse. Au contraire, je suis fière de ces femmes, de ces hommes engagés sur le territoire *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste)*, de ceux qui travaillent plus en fin de semaine ou la nuit ; oui, nous devons être fiers d'eux.

Je voudrais dire enfin que la fonction publique, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. *(Applaudissements plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : [Mme Colette Langlade](#)

Circonscription : Dordogne (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4419

Rubrique : Fonctionnaires et agents publics

Ministère interrogé : Fonction publique

Ministère attributaire : Fonction publique

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [30 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 novembre 2016](#)